



CONSEIL CANADIEN POUR L'AFRIQUE

Bulletin juin 2005

Message du président

Chers membres et amis du CCAfrique :

L'année 2005 a été une année agitée sur le plan de la politique canadienne, et nous ne sommes pas encore sortis du bois! En dépit du branle-bas de combat sur la colline parlementaire, et en grande partie grâce à la pression créée par notre conférence qui s'est tenue sur le thème « Déployer le financement et le développement de l'infrastructure en Afrique », le gouvernement du Canada et ses administrateurs de fonds ont officiellement lancé le programme, longtemps attendu, intitulé Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique (FICA), le premier jour de la conférence, à Toronto (le 25 avril). Les ministres Mme. Carroll (ACDI) et M. Peterson (CICan) étaient présents lors du dîner offert par le FICA, et le ministre des Finances, M. Goodale, a prononcé le discours principal. Plus de 225 délégués du Canada, d'Afrique, des États-Unis et d'Europe ont participé à l'événement.



Le CCAfrique espère contribuer au sain débat sur la direction du programme canadien d'aide publique au développement (APD) grâce à la publication et à la distribution d'un rapport de notre groupe de travail sur l'ACDI. Le rapport, intitulé **Libérer l'entrepreneuriat canadien au profit du développement africain (LECPDA)** examine et compare ce que d'autres pays donateurs font pour stimuler

l'engagement de leurs propres secteurs privés dans le développement de l'Afrique. Nous soutenons, comme nous l'avons toujours fait, que le développement du secteur privé est crucial pour l'avenir de l'Afrique. Mais nous expérimentons, parallèlement à l'importante augmentation de l'APD pour l'Afrique, une diminution des occasions de participation pour les entreprises canadiennes, les O.N.G. et le secteur de l'éducation. Notre rapport est conçu pour équilibrer le champ d'intervention du Canada en Afrique et il contient des recommandations à cet effet.

En mai, nous avons été très heureux d'accueillir **le président de la République du Mali, Amadou Toumani Touré, accompagné d'une nombreuse délégation**. Plus de 250 participants ont assisté à un déjeuner-événement, dans le cadre de cette visite, à Montréal. Le Mali offre de nombreuses occasions d'affaires et ce pays demeure un partenaire prioritaire pour l'ACDI. Nous avons travaillé en étroite collaboration avec nos amis du Forum francophone des affaires et nous souhaitons aussi remercier nos partenaires commanditaires grâce auxquels l'événement a été couronné de succès.

Depuis le dernier bulletin, **notre base d'adhérents a dépassé cent membres et notre croissance se poursuit**. Je tiens à souhaiter une bienvenue particulièrement chaleureuse à nos nouveaux membres que nous avons d'ailleurs inclus à ce bulletin. Nous avons également ajouté, pour votre information, une liste de membres complète. Par ailleurs, nous publierons ce mois-ci la première version de notre **Bottin des membres**, réservé à

[Message du président](#)

[Message du président du conseil](#)

[Rapports et publications récentes](#)

[Tendances de l'économie africaine](#)

[Activités récentes](#)

[Prochains événements organisés par CCAfrique](#)

[Activités / Événements d'intérêt](#)

[Questions d'intérêt](#)

[Nouvelles des membres](#)

[LECPDA - Résumé des principales conclusions](#)

[Site Web - CCAfrique](#)

[Liste des membres](#)



ces derniers, et qui devrait favoriser des contacts entre eux. Le bottin vous permettra de savoir qui fait quoi et où, et au fur et à mesure que des occasions se présentent, vous pourrez utiliser l'annuaire pour contacter des partenaires potentiels ou tout simplement pour demander des conseils amicaux à d'autres membres.

N'hésitez pas à communiquer avec moi ou avec les membres de notre équipe, à tout moment, comme d'habitude, si vous avez des suggestions, des questions, ou si vous voulez nous faire part de nouvelles ouvertures. Notre mission est de vous servir. Au nom de toute l'équipe de CCAfrique, je vous souhaite un bel été.

Lucien Bradet, Directeur général



Message du président du conseil

Le Conseil Canadien pour l'Afrique a exactement trois ans. Nous pouvons tous être fiers de ce que le CCAfrique a réalisé depuis sa création dans les jours qui ont précédé le Sommet du G-8 à Kananaskis. Le CCAfrique est désormais « sur la carte ».

Si vous en doutez encore, jetez un coup d'œil au rapport que nous distribuons aujourd'hui et qui se nomme « Libérer l'entrepreneuriat canadien au profit du développement africain ». C'est le dernier d'une série d'articles, de guides des affaires, de séminaires, de conférences et d'initiatives de réseautage des affaires en Afrique menées par le CCAfrique.

L'augmentation de nos membres à été constante, partout au pays. D'environ 25 entreprises et associations de gens d'affaires, nous sommes passés à plus de 100, incluant des membres du milieu de l'éducation universitaire et collégiale et des O.N.G. engagées dans le développement économique de l'Afrique. Parmi nos membres, nous comptons également des « membres associés » venant de différents ministères clés du gouvernement fédéral et d'organismes provinciaux d'aide au développement des affaires.

La conférence « Déployer le financement et le développement de l'infrastructure en Afrique » qui s'est tenue en avril à Toronto, a servi de plate-forme au lancement d'une importante initiative du Sommet de Kananaskis, le Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique (FICA). Avant même la création du CCAfrique, plusieurs d'entre nous avaient travaillé à cette initiative, en collaboration avec le gouvernement du Canada. Le FICA et la participation du ministre des finances Ralph Goodale à la Commission Blair sur l'Afrique en temps que membre marquent une nouvelle étape dans l'engagement du Canada au développement de l'Afrique et représentent un défi pour le CCAfrique qui devra guider ses membres vers l'étape suivante. La conférence intitulée « Éducation et développement économique en Afrique » qui se tiendra à Montréal en novembre sera un jalon important pour le plan d'avenir, alors que nous travaillerons avec nos partenaires au Canada, en Afrique, et sur le plan international, pour mettre en œuvre les recommandations du rapport qui a été déposé aujourd'hui.

J'ai eu l'honneur d'oeuvrer comme président du conseil de CCAfrique durant la phase de lancement de l'organisme ainsi que durant la période de forte croissance dans laquelle nous nous trouvons. Avec son nouveau président, son nouveau Conseil, son président Lucien Bradet et ses vice-présidents Véronique Fischer à Montréal et Chris Roberts à Calgary, CCAfrique est dans d'excellentes mains.

Je vous remercie de votre appui des trois dernières années. Je suis convaincu que le Conseil canadien pour l'Afrique poursuivra sa trajectoire ascendante et je me réjouis des occasions que j'aurais de travailler avec vous, au sein du CCAfrique, au cours des années à venir.

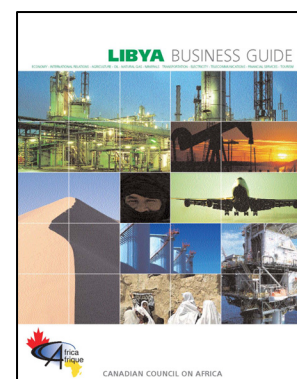
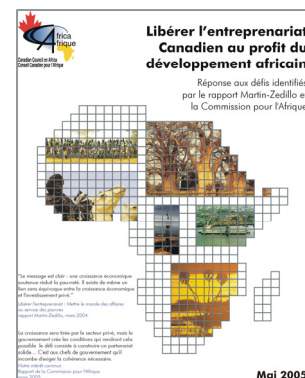
Robert Blackburn, Président

Rapports et Publications récentes

- **« Libérer l'entrepreneuriat canadien au profit du développement africain » : Réponse aux défis identifiés par le Rapport Martin-Zedillo et par la Commission pour l'Afrique (Juin 2005) :** Ce rapport a été produit suite à plusieurs mois de travail assidu par le groupe de travail sur l'ACDI présidé par Michel Côté de CRC Sogema, en collaboration avec le personnel de CCAfrique (particulièrement Véronique Fischer). Le rapport souligne l'importance de favoriser la participation des canadiens et des canadiennes à notre programme de développement. En étudiant ce que font d'autres pays donateurs de l'OCDE dans un contexte d'APD non liée, un certain nombre de recommandations ont été formulées afin d'assurer une participation équitable du secteur privé canadien, au même titre que celle d'autres donateurs. Ces recommandations vont de la réitération de l'appel pour une « Politique africaine » plus coordonnée au niveau de l'ensemble du gouvernement et axée en premier lieu sur la note d'information no. 1, à des suggestions très spécifiques liées à un accès opportun aux appels d'offres, aux mécanismes d'appui à la responsabilité sociale des entreprises (RSE), aux partenariats public-privé (PPP) et d'un remplacement au programme de PDME pour permettre aux PME d'effectuer du développement d'affaires en Afrique et dans les capitales donatrices. Nous avons tous beaucoup appris au sujet des approches des américains, français, britanniques, allemands, hollandais et scandinaves, etc. Nous savons à présent que le secteur privé canadien (incluant les O.N.G. et les établissements d'enseignement) doit travailler en étroite collaboration avec le gouvernement pour concevoir des mécanismes visant à favoriser la réussite des entreprises canadiennes en Afrique et, de façon encore plus importante, soutenir le développement du secteur privé partout en Afrique. Ce rapport sera présenté au premier ministre Paul Martin en personne le 14 juin et sera largement distribué au sein du gouvernement et du parlement, chez nos partenaires diplomatiques, et d'autres groupes liés au monde des affaires, dans l'un effort visant à atteindre un consensus public-privé autour du réengagement et de la mobilisation du secteur privé canadien dans le développement de l'Afrique.

- **Analyses comparatives de l'appui de donateurs sélectionnés des États-Unis et de l'Union européenne à leurs secteurs privés en Afrique :** Le personnel du CCAfrique a réalisé une série de trois rapports courts pour CICan axés sur deux questions. En premier lieu, étant donné le régime global de l'APD qui est de moins en moins liée, ou et comment les canadiens peuvent-ils trouver des points d'accès aux flux de l'APD bilatérale des autres donateurs? En second lieu, quels sont les programmes mis en place par ces donateurs pour appuyer leurs communautés d'affaires en Afrique pour l'obtention de travaux par le biais de l'APD ou pour réaliser d'autres démarches en appui au développement du secteur privé africain? Sur la base de certaines des recherches produites par notre groupe de travail sur l'ACDI, et suite à une réflexion approfondie de ces questions, il devient évident qu'en dépit de l'APD bilatérale « non liée », l'accès demeure difficile pour les canadiens. Nous effectuerons un suivi sur les conclusions de ces rapports avec CICan.

- **Guide des affaires en LIBYE (juin 2005) :** Notre premier guide des affaires est le fruit d'une collaboration avec nos homologues du *US Corporate Council on Africa* et de l'assistance de nos partenaires de la Chambre de commerce et d'industrie Canada-Lybie (CCICL). Le **Guide des Affaires en Lybie** est une source de référence succincte mais exhaustive pour ce qui représente un marché de plus en plus intéressant pour les exportateurs et les investisseurs canadiens. À cause de la difficulté de trouver facilement des informations pertinentes au sujet de la Libye, ce guide répondra à un



véritable besoin. Les informations qui s'y trouvent sont très actualisées, et le guide inclut même les gagnants de la récente ronde d'attribution de licences EPSA IV (*Exploration and Production Sharing Agreements*). Toutefois, nous vous présentons d'avance nos excuses, car nous n'avons pas réussi à inclure, avant d'aller sous presse, l'annonce du 3 juin 2005 concernant l'octroi officiel du statut de membre du COMESA à la Libye qui devient ainsi son 20^e État membre! C'est avec enthousiasme que nous attendons vos commentaires au sujet du guide et nous espérons qu'ils nous fourniront des mises à jour sur la Libye et qu'ils permettront d'affiner notre approche dans la perspective de publier des guides sur d'autres pays.

- **Étude de faisabilité du réseau d'affaires Canada-Afrique de l'Est** : Nous avons étudié la façon dont les autres pays donateurs utilisent leurs associations d'affaires pour œuvrer en collaboration avec les associations d'affaires africaines à l'approfondissement des liens commerciaux et au renforcement du développement du secteur privé africain. Afin d'atteindre ces deux objectifs, nous poursuivons nos discussions avec CICan et les Postes en Afrique de l'Est, ainsi qu'avec la Banque PTA, IPS East Africa et autres sur la façon dont le CCAfrique pourrait devenir un partenaire actif dans la région. Au début du mois de juin, Lucien Bradet a participé à une réunion d'affaires de la COMESA au Rwanda et a participé à des réunions à Nairobi qui pourraient aider le CCAfrique à développer ce qui, à court terme, pourrait devenir un programme pilote en Afrique de l'Est.

- **Le Globe and Mail, « Report on Business», page B7 (samedi 28 mai 2005)** : Chris Roberts a fait imprimer un extrait d'une réponse à une série d'articles d'une semaine sur l'avenir de l'industrie pétrolière et gazière intitulée « *Crude Awakenings* ». La réponse intitulée « *Calgary must think global* » faisait valoir qu'il existe toujours au plan international de nombreuses occasions négligées dans les champs de pétrole, particulièrement en Afrique.

Tendances de l'économie africaine

- **La croissance africaine à son plus haut niveau depuis huit ans**

Les économies africaines se sont développées de plus de 5 % en 2004, le taux de croissance le plus élevé en huit ans, favorisé selon un rapport par les cours élevés des produits de base. L'étude *Perspectives économiques en Afrique* produite par le centre de développement de l'OCDE et la Banque africaine de développement attribue cette croissance à la mise en œuvre « de politiques économiques prudentes de manière constante »... Grâce à l'augmentation de sa capacité de production pétrolière, l'Afrique Centrale a connu une croissance de 14.4 % en 2004. La croissance de l'Afrique de l'Est a été de 6.8 %, alors que celle de l'Afrique de l'Ouest n'a été que de la moitié de ce chiffre, soit 3.4 %.

- **Extrait d'un article du *Globe and Mail* publié dans la section *Report on Business* (2 juin 2005)**

Les dirigeants d'entreprises internationales ont fait les éloges des perspectives d'investissement en Afrique et ont souligné l'excellent niveau de croissance des profits et le déclin de la corruption. "S'il y avait "encore plus d'Afrique" nous serions en train d'y investir" a déclaré aux journalistes Graham Mackay, PDG de SABMiller PLC. " Le dossier de la croissance à long terme de nos affaires en Afrique est meilleur que celui de nos affaires dans toute autre partie du monde », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse dans le cadre du Forum économique mondial au Sommet Africain de Cape Town.



Rwanda

Population	8,440,820
Superficie	24,948 km ²
Capitale	Kigali
Chef d'État	
Président Paul KAGAME	
GDP	\$ 10.43 B USD
GDP/Capita	\$ 1,300 USD
GDP Composition	
Agriculture: 41.1 %	
Industrie: 21.2 %	
Services: 37.7 %	
Importations	
\$ 260 M USD f.o.b. (2004)	
Nouriture, machines et équipements, fer	
Exportations	
\$ 69.78 M USD f.o.b. ('04)	
Café, thé, peaux	

- **Extrait du bulletin "ICT in South Africa" diffusé par le Bureau commercial du Canada à Johannesburg (avril – mai 2005)**

Selon la firme d'analyse-conseil en TIC, BMI-TechKnowledge, le nombre d'abonnés aux services de téléphonie mobile dans les régions de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA) et de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) atteindra 55 millions vers 2009. Le nombre d'abonnés à des services de téléphonie mobile dans ces régions est d'environ 30 millions d'utilisateurs. Brian Neilson, directeur de la recherche chez BMI-T explique que même si c'est l'Afrique du Sud qui possède le plus grand nombre d'abonnés, un nombre égal de nouveaux investissements dans l'infrastructure des télécommunications viendra d'autres pays de l'Afrique Australe. Selon Neilson, l'Afrique du Sud à elle seule possède environ 22 abonnés à des services de téléphonie mobile. En 2009, ce chiffre pourrait être de 30 à 25 millions d'abonnés, si l'on tient compte des nombres bruts d'abonnés. Neilson ajoute que la région de l'EAC qui inclut le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie représente un marché de télécommunications relativement inexploité, ce qui en fait le marché qui, après l'Afrique du Sud, présente le plus fort potentiel.

Si vous souhaitez faire partie de la liste de distribution ou pour toute autre question relative au secteur des TICS en Afrique, envoyez un courriel à Israel.noko@international.gc.ca.

- **Le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, expose son point de vue sur l'Afrique (25 mai 2005)**

« Le processus de consolidation de la démocratie a le vent dans les voiles et de nombreux pays réussissent des transitions de pouvoir par le biais de processus électoraux ouverts. » a déclaré M. Annan dans son message. « La mise en œuvre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) est un lieu de rassemblement qui permet à de nombreux programmes d'avancer, et c'est également le cas du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) auquel 25 pays ont volontairement souscrit. « 2005 pourrait bien être une année cruciale pour l'Afrique » a déclaré M. Annan, soulignant qu'un sommet des Nations-Unies se tiendra en septembre pour évaluer l'atteinte des Objectifs de développement du millénaire (ODM) visant l'éradication, d'ici 2015 d'un grand nombre de facteurs socio-économiques extrêmement négatifs, surtout en Afrique.

Activités récentes

- **Conférence « Déployer le financement et le développement de l'infrastructure en Afrique » (Toronto, 25 et 26 avril 2005) :** Plus de deux cent vingt-cinq délégués du Canada, d'Afrique, d'Europe et des États-Unis ont participé à la conférence. Trois ministres canadiens du gouvernement fédéral ce sont adressés aux participants, et des ministres du Nigeria et du Soudan, ainsi que de nombreux ambassadeurs, hauts-commissaires et fonctionnaires des secteurs du commerce représentants leurs pays étaient disponibles pour des discussions. Soixante-cinq pour cent des participants étaient canadiens (représentants du privé et des secteurs de commerce des gouvernements fédéral et provinciaux), cinq pour cent venaient des États-Unis et du Royaume-Uni, et trente pour cent représentaient plus de vingt-cinq autres pays africains, allant du Cap-Vert, au Bénin, au Sénégal et à la Namibie, et du Botswana, à l'Afrique du Sud, la Tanzanie et la Zambie. Des représentants de plus de 15 fonds d'investissement, d'IFI, de banques régionales et de marchés des actions ont participé à des discussions concernant leur intérêt financier pour l'Afrique. Le Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique (<http://www.cifafund.ca/fr>) annoncé pour la première fois lors du Sommet du G8 à Kananaskis, a été officiellement lancé à Toronto.



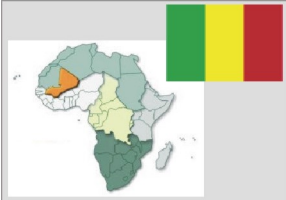
Afrique du Sud

Population	44,344,136
Superficie	1,219,912 km ²
Capitale	Pretoria
Chef d'État	Président Thabo Mbeki
GDP	\$ 491.4 B USD
GDP/Capita	\$ 11,100 USD
GDP Composition	
	Agriculture: 3.6 %
	Industrie: 31.2 %
	Services: 65.2 %
Importations	\$ 39.42 B USD f.o.b. ('04)
	Machines et équipement, produits chimique, produits pétrolielles
Exportations	\$ 41.97 B USD f.o.b. ('04)
	Or, diamants, platine

Vous trouverez le résumé des travaux et les présentations de la conférence sur le site Web de la conférence à l'adresse <http://finance.conference.ccafrica.ca>.

• **Visite officielle du Mali au Canada** : Le CCAfrique eu le plaisir et le privilège d'organiser, à l'initiative de Son Excellence Mamadou Bandiougou Diawara, ambassadeur de la République du Mali au Canada, un déjeuner et des réunions d'affaires à Montréal dans le cadre de la visite du président de la République du Mali, Son Excellence Amadou Toumani Touré, et de cinq de ses ministres. Développement international Desjardins, la Société canadienne d'hypothèques et de logement S.C.H.L, Iamgold, Infotel, PGE Gagnon, SNC Lavalin international et Tecslult, tous des amis de longue date du Mali, étaient les partenaires du CCAfrique durant l'événement et ont contribué à son succès. L'événement était organisé par le CCAfrique, en étroite collaboration avec le Forum francophone des affaires (FFA) de Montréal et en collaboration avec le Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM). Plus de deux cents représentants de la communauté des affaires ont participé à cet événement qui a connu un grand succès, faisant ainsi la preuve de l'intérêt soutenu de la communauté montréalaise des affaires pour le Mali et de son souhait de renforcer les liens économiques entre le Mali et le Canada.

• **Consultations du Ministère des Relations internationales du Québec sur l'Afrique** : En mars dernier, le CCAfrique a organisé des consultations auprès du secteur privé pour le compte du Ministère des Relations internationales du Québec (MRI). Le MRI souhaitait documenter les relations du Québec et de l'Afrique afin d'obtenir un portrait plus complet du secteur privé québécois et de son implication en Afrique. Une vingtaine de représentants du secteur privé québécois ont participé aux consultations et ont clairement informé les représentants du MRI de l'importance de l'Afrique pour les entreprises québécoises, soulignant aussi que de nombreux emplois locaux sont liés aux affaires avec ce continent. Les participants ont également exprimé leur mécontentement face à la diminution de l'engagement canadien en Afrique et relativement au manque de promotion active du secteur privé auprès de ses partenaires africains et des récipiendaires de fonds d'aide du gouvernement canadien. Par suite de la réunion, le CCAfrique a présenté au MRI un rapport contenant des recommandations à l'effet que (1) le MRI réalise une évaluation complète des intérêts québécois en Afrique; et (2) que le MRI se centre sur quelques pays clés; et (3) que le MRI développe une stratégie axée sur le développement de liens économiques entre l'Afrique et le Québec, liens qui devraient inclure un plan qui mettrait à contribution la diaspora africaine du Québec et les professionnels africains en Afrique qui ont étudié au Québec, ainsi qu'une politique proactive concernant les pays clés.



Mali	
Population	12,291,529
Superficie	1.24 M km ²
Capitale	Bamako
Chef d'État	
Président Amadou Toumani TOURE	
GDP	\$ 10.43 B USD
GDP/Capita	\$ 1,300 USD
GDP Composition	
Agriculture: 45 %	
Industrie: 17 %	
Services: 38 %	
Importations	
\$ 927 M USD f.o.b. (2002)	
Pétrolium, machines et équipement, matériaux de construction	
Exportations	
\$ 915 M USD f.o.b. (2002)	
Cotton, or, bétail	

• **"L'Afrique s'ouvre aux affaires"** : Le CCAfrique a organisé en avril la projection en première canadienne de cet excellent documentaire d'une durée d'une heure, financé par la Banque mondiale et produit par le renommé journaliste Carol Pineau. EDC a aimablement accueilli l'événement dans ses installations de haut niveau à Ottawa. Nous avons aussi projeté le documentaire à Toronto lors de la conférence « Débloquent des fonds pour des projets d'infrastructure en Afrique ». (voir www.africaopenforbusiness.com)

Prochains événements organisés par le CCAfrique

- **Assemblée générale annuelle du CCAfrique (jeudi 16 juin 2005)** : Assemblée générale annuelle nationale par téléconférence reliant Vancouver, Calgary, Toronto, Ottawa, Montréal et Fredericton, et permettant les appels directs. Une nouveauté cette année : l'invitation lancée aux amis du CCAfrique de s'informer ce que le CCAfrique ainsi que d'autres organismes et ministères planifient pour l'année prochaine.



Série de conférences du CCAfrique :

- **Éducation et développement économique en Afrique (Montréal, 3 et 4 novembre 2005)**. La conférence traitera des besoins éducationnels des pays africains, particulièrement en ce qui a trait à la formation professionnelle et à la formation, ainsi que des besoins des investisseurs et des employeurs en Afrique, et les occasions qui s'ouvrent aux organismes canadiens actifs dans les milieux de l'éducation, de la formation et du développement des compétences. Nous attendons aussi des délégués africains. Pour plus de renseignements, visitez le site Web au www.ccafrica.ca (et cliquez sur la bannière de la conférence)

Nous vous invitons à nous contacter si vous souhaitez partager votre expérience avec vos pairs et participer à l'un de nos événements en tant que conférencier. Les occasions de partenariat sont aussi possibles. Veuillez contacter Lucien Bradet à Ottawa ou votre représentant local de CCAfrique si vous avez des suggestions ou des commentaires.

Événements organisés par des membres ou des organismes affiliés au CCAfrique :

- **29 juin 2005 : « Occasions d'exportation et Techniques »** : ce séminaire d'une demi-journée présentera 4 ateliers : occasions d'exportation par l'entremise des institutions financières internationales (IFI); "Financement du secteur privé"; "Partenaires dans le succès"; et « Soumissionner pour l'emporter – conseils pour rédiger des propositions efficaces ». Lieu : Macdonald Block, Queen's Park, Toronto. Les conférenciers participeront à des rencontres individuelles après le séminaire. Les frais d'inscription sont de 50\$ et le formulaire sera disponible à partir du premier juin. Pour plus de renseignements, veuillez contacter Rowena Dias à rowena.dias@edt.gov.on.ca

- **7 au 28 juillet 2005 : Initiative de développement de marchés en Afrique de l'Est (Kenya, Ouganda, Tanzanie)** : Rowena Dias, Directrice régionale pour l'Afrique, rencontrera les organismes de mise en œuvre des gouvernements du Kenya, de l'Ouganda et de la Tanzanie, afin d'identifier, examiner et exercer des pressions en faveur des compagnies intéressées, ou pour poursuivre des occasions d'exportation. Ces dernières comprennent la fourniture éventuelle de services de consultation, la formation ou les biens d'équipements pour les organismes gouvernementaux respectifs, comme part des prêts financés par les IFI (Banque mondiale, Banque africaine de développement). Pour plus de renseignements, veuillez contacter Rowena Dias à l'adresse rowena.dias@edt.gov.on.ca.

- **16 au 23 septembre 2005 : Mission sur l'énergie en Algérie et en Libye, préalable au Congrès mondial sur le pétrole**. Le CCAfrique travaille avec l'Alberta Economic Development, les missions diplomatiques et Équipe commerce Canada pour soutenir une pré-mission en Afrique du Nord, en route pour le Congrès mondial du pétrole de Johannesburg. Pour plus de renseignements, veuillez contacter Chris Roberts à Calgary par téléphone, au (403) 210-2726, ou par courriel, à l'adresse chris.roberts@ccafrica.ca.

- **22 et 23 septembre 2005 : FORUM AFRIQUE 2005, Investissements et partenariats pour un développement durable en Afrique.** Organisé par l'African Business Roundtable (ABR) et Afrique Expansion Mag (AEM), une organisation membre du CCAfrique, le forum se tiendra au prestigieux hôtel montréalais, le Reine-Élisabeth. Son but est de fournir des outils stratégiques pour les investissements privés et publics en Afrique. Pour plus de renseignements ou pour vous inscrire, veuillez consulter notre site Web à l'adresse www.afriqueexpansion.com/forumafrica2005.asp ou contacter madame Salima Malik au (514) 393-8059. Vous pouvez également visiter le site forumafrica@afriqueexpansion.com.

- **Mission commerciale canadienne en Afrique du Sud/Conférence sur les SIG en Afrique (30 octobre au 4 novembre 2005) :** Le Secteur des sciences de la terre de Ressources naturelles Canada (RNCAN) et l'Agence spatiale canadienne (ASC) sont heureux de vous inviter à participer à une mission commerciale canadienne en Afrique du Sud, du 31 octobre au 4 novembre 2005. Cette mission qui se déroule avec la 7^e Conférence Afrique GIS 2005 qui se tiendra à Pretoria. Durant cette mission, vous pourrez rencontrer des représentants des Institutions financières internationales, d'organisations régionales et internationales ainsi que des professionnels de l'information géographique et de l'observation de la terre qui feront partie de la délégation. Durant la mission, le Secteur des sciences de la terre et l'ASC envisagent l'organisation d'ateliers techniques et de séminaires Canada-Afrique traitant des sous thèmes de la conférence. Pour plus de renseignements, veuillez contacter Denis Haché au Secteur des sciences de la terre de RNCAN à l'adresse dhache@nrca.gc.ca ou Tidiane Ouattara de l'ASC à l'adresse tidiane.ouattara@space.gc.ca. Au fur et à mesure que les informations concernant la mission commerciale Canada deviennent disponibles, nous les afficherons sur le site Web du Secteur des sciences de la terre, à la section Activités internationales. Pour les mises à jour, nous vous suggérons de vérifier régulièrement le site http://ess.nrca.gc.ca/intl/intl_activities/af/trade_e.php

Activités / Événements d'intérêt

- **Atelier de formation IFI, 16 au 21 octobre, Kananaskis, Alberta :** Pourquoi certaines entreprises obtiennent-elles plus facilement que d'autres des contrats de la part des Institutions financières internationales (IFI) telles la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement et la Banque interaméricaine de développement? La raison est que ces entreprises ont trouvé le secret d'une bonne rédaction et une façon de présenter des propositions qui leur permettent de se démarquer et de capter l'attention du lecteur. Vous aurez l'occasion d'acquérir ces compétences directement des représentants de ces établissements, ces mêmes personnes qui différencient entre les gagnants et les perdants, et avec l'aide de rédacteurs de propositions de certaines des compagnies réussissent le mieux. Par le biais d'ateliers et de mentorat individuel, vous appliquerez les outils à une proposition spécifique à votre entreprise et vous pourrez bénéficier ensuite d'une critique constructive de votre mentor, avant sa présentation. Pour plus de renseignements, visitez le site <http://www.iir.gov.ab.ca/documents/BootcampRegForm050324.pdf>

- **Le salon commercial multisectoriel Promote 2005 se tiendra du 6 au 10 décembre 2005 à Yaoundé, au Cameroun.** Promote 2005 est le salon commercial de plus important de l'Afrique Subsaharienne francophone cette année. Plus de 850 exposants sont attendus au Cameroun, ainsi que 20 autres nations amies et environ 80 000 visiteurs choisis. Il existe une proposition de « Village canadien » cette année. Pour plus d'information, visitez le www.promote2005.org ou contactez honore.mondomobe@international.gc.ca de la section commerciale à Yaoundé.

Pour de plus amples renseignements concernant les événements et les activités, visitez notre site Web au www.ccafrica.ca.

Questions d'intérêt

- **Le Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique** : www.cifafund.ca

Le lancement officiel en douceur du CIFA a eu lieu durant notre conférence sur le thème « Débloquer des fonds » et sera bientôt suivi d'une première fermeture du fonds. Les promoteurs de projets pourront rencontrer les gestionnaires à Montréal pour amorcer une canalisation d'investissements.

Contactez **Piers Cumberlege** au (514) 286-1142 ou écrivez-lui au investmentproposals@cifafund.ca

- **La section « Résumé des travaux » du rapport de la conférence « Déployer le financement » présente d'autres sources de financement pour des projets africains.** Le rapport ainsi que la plupart des présentations et une très intéressante compilation par CICan d'expériences canadiennes réussies sont téléchargeables à partir du site Web de la conférence au <http://finance.conference.ccafrica.ca>

Groupes de travail du CCAfrique :

- **Groupe de travail du CCAfrique sur l'ACDI** : Ce groupe de travail a terminé son premier mandat par la publication d'un rapport intitulé « *Libérer l'entrepreneuriat canadien au profit du développement africain* ». Nous remercions chaleureusement le président, les présidents des sous-comités et les membres qui ont tous réalisé un travail considérable autour de cette question cruciale. Avec la publication du rapport, le véritable travail ne fait que commencer.
- **Groupe de travail du CCAfrique sur la responsabilité sociale des entreprises** : Le rapport du groupe de travail sur l'ACDI mentionné plus haut contient un certain nombre de recommandations liées à la RSE et le moment est donc venu de mobiliser l'intérêt que plusieurs membres ont déjà exprimé pour cette question en promouvant les objectifs de la RSE. Wayne Dunn présidera le groupe de travail et Chris Roberts agira en tant que secrétaire. Si vous souhaitez y participer, écrivez à chris.roberts@ccafrica.ca ou téléphonez-lui au (403) 210-2726.
- **Groupe de travail du CCAfrique sur les visas et l'immigration pour gens d'affaires** : Si ce sujet vous intéresse et que vous souhaitez vous joindre à ce groupe de travail, veuillez envoyer un courriel à Lucien.bradet@ccafrica.ca.
- **Groupe de travail du CCAfrique sur les PME** : Pour vous joindre à ce groupe, veuillez envoyer un courriel à chris.roberts@ccafrica.ca.

-
- **Commission pour l'Afrique** : Le premier ministre britannique, M. Tony Blair, a inauguré cette commission en 2004 et, en 2005, il a déposé un rapport final substantiel et ambitieux. La Commission comptait 17 membres, parmi lesquels le ministre des Finances, M. Goodale. Le rapport a forgé le programme pré Sommet du G8 sur le plan des orientations du G8 et de l'OCDE en matière d'aide des donateurs à l'Afrique. Pour lire le rapport de la Commission, visitez le site www.commissionforafrica.org. Le CCAfrique a été approché par l'initiative parallèle "Business Action for Africa" et nous soumettrons bientôt au conseil d'administration les propositions spécifiques qui nous ont été faites.

Joignez-vous dès
aujourd'hui à un groupe
de travail du CCAfrique.

Soumissionnez pour des appels d'offres sur des sites Web du Royaume-Uni, de la Norvège et de l'OCDE.

- **De solides occasions d'affaires : Les sites Web non canadiens d'appels d'offres pour l'APD :** Ce ne sont pas tous les membres qui connaissent certains des sites Web d'appels d'offres qui peuvent vous permettre de trouver des soumissionnaires financés par l'APD. En voici trois qu'il vaut la peine de vérifier régulièrement :

DfID (GB) : toute l'APD britannique est, en principe, non liée, mais en dépit de cela, peu de canadiens y sont impliqués. Visitez souvent le site Web du DfID et répondez aux offres. Le DfID a un très grand programme bilatéral en Afrique. <http://www.dfid.gov.uk/procurement>. **Exemple en cours :** Sierra Leone : Appui à la Commission nationale sur la privatisation. Un consortium Canada-Afrique pourrait très bien fonctionner dans ce cadre.

Norad (Norvège) : Les Norvégiens sont d'importants donateurs à l'Afrique. Ne sous-estimez pas ce joueur nordique : <http://www.norad.no/business> (projets en cours en Ouganda, au Mozambique, et au Malawi).

Site Web de l'OCDE sur l'aide non liée : Tout en n'étant pas très complet, ce site offre quand même certaines occasions ainsi que des exemples de projets passés. Il est possible d'effectuer un tri par date, donateur, bénéficiaire et secteur. <http://webdomino1.oecd.org/comnet/dcd/untiedpubliccws.nsf>

Nouvelles des membres



Développement international Desjardins a tenu un important séminaire international intitulé « Les nouveaux défis pour accroître l'accessibilité des services financiers : mieux s'organiser et adapter l'offre de service », les 25 et 26 mai à Québec. Une centaine de personnes ont participé au séminaire qui a mis l'accent sur le fait qu'en dépit des frontières qui séparent les trente institutions financières du groupe DID à travers le monde (institutions qui étaient presque toutes représentées au séminaire), la plupart d'entre elles font face aux défis posés par la reconfiguration des réseaux et par l'adaptation des services. Les discussions et les présentations qui ont eu lieu durant le séminaire ont mis l'accent sur l'importance d'assurer que les moins favorisés ne soient pas négligés, d'assurer la diversification des services et leur accessibilité et le maintien d'un bon niveau d'efficacité et de rendement, en même temps qu'une bonne gouvernance et un partage équitable des ressources parmi les clientèles cibles. Pour de plus amples informations, visitez le site www.did.qc.ca.



- **Fasken Martineau** occupe le premier rang parmi les cabinets d'avocats canadiens sur le plan de l'expertise juridique dans le secteur minier, selon l'édition 2005 du répertoire *The International Who's Who of Mining Lawyers*. L'année passée, la firme avait été classée première au Canada. « C'est une reconnaissance bien méritée pour notre équipe globale du secteur minier », déclare l'associé directeur général de la firme, Louis Bernier. « Voici un groupe qui continue d'accumuler les réussites et il est gratifiant de constater que tant d'avocats du domaine minier et du financement des mines considèrent les professionnels compétents de notre cabinet comme des ressources de confiance et des personnes avec lesquelles ils aimeraient collaborer en affaires.



- **Le Groupe Artumas** de Calgary a fait le sujet d'un article publié le 12 mai dans le *Calgary Herald* durant la visite de la ville par des représentants officiels de la Bourse d'Oslo. Artumas inscrira des actions à la bourse d'Oslo pour combler les besoins en financement du projet gaz-électricité du sud de la Tanzanie. Oslo attire les

investisseurs globaux en énergie et conteste l'AIM et la Bourse de Londres au sujet des inscriptions de firmes qui souhaitent obtenir une exposition directe aux investissements européens.

- La **Foundation Eduardo dos Santos du Canada**, aussi connue sous le nom de FESA Canada, a une nouvelle directrice générale. Chantal Tittley est spécialiste en communications et elle possède une connaissance approfondie de quelques pays en voie de développement. La fondation angolaise met en œuvre des projets dans des secteurs stratégiques comme l'éducation, la santé, la formation professionnelle, la culture et l'entrepreneuriat des micro entreprises. Après quarante ans de guerre, l'Angola connaît enfin la paix, depuis trois ans.

- En septembre 2003, la **Baywood Continental Oilfield Services (BCL)**, une firme nigérienne solidement établie, a ouvert un bureau canadien à Calgary et a adhéré au CCAfrique peu de temps après. Au cours de la dernière année, la BCL a signé des ententes pour représenter au Nigeria et dans les pays avoisinants avec les compagnies canadiennes suivantes : Global Thermoelectric (Calgary), BW Technologies Inc (Calgary), Diamond Bullet Corporation (Taber, AB), Katch Kan Ltd, (Edmonton), Advanced Geotechnology Inc (Calgary), and Aqua-Guard Spill Response Inc, (Vancouver). Vers la fin 2004, la BCL a envoyé 3 employés du Nigeria suivre une formation intensive au Canada de deux mois sur les équipements des compagnies concernées. Les entreprises canadiennes se sont montrées extrêmement réceptives aux efforts déployés par les employés, tout au long de leur formation et ceux-ci sont rentrés au Nigeria, le 23 décembre 2004, avec un nouveau bagage d'estime pour les canadiens et leurs entreprises. La BCL a récemment obtenu de la part du Nigeria National Petroleum Cooperation (NNPC) un contrat EPC pour le projet *OREDO Upgrade and Move* du Nigeria. **BCL approvisionne actuellement ce projet en équipements (délais courts et longs). Les entreprises intéressées peuvent contacter BCL pour les devis.** www.baywoodcontinental.com



Les membres sont invités à envoyer leurs nouvelles pour le bulletin et/ou le site Web à Chris.roberts@ccafrica.ca

Libérer l'entrepreneuriat Canadien au profit du développement africain – Résumé des principales conclusions

L'engagement du Canada envers le développement de l'Afrique :

- soutient sans réserve le programme mondial pour le développement de l'Afrique (G8, NEPAD, Commission pour l'Afrique, Rapport Martin-Zedillo) visant à créer les conditions essentielles au développement durable de l'Afrique subsaharienne (réduction de la dette, renforcement des capacités de gouvernance, éducation primaire et autres);
- reconnaît la nécessité d'une bonne gouvernance pour encourager le développement du secteur privé local et attirer l'investissement étranger direct;
- souffre de l'absence d'une approche gouvernementale globale visant à assurer la cohérence entre les objectifs du gouvernement et les politiques et pratiques des ministères et organismes;
- est restreinte en ce qui concerne le développement du secteur privé en général, et les piliers no 2 (financement accessible) et no 3 (compétences commerciales) du Rapport Martin-Zedillo en particulier;



Le secteur privé
canadien peut apporter
une contribution
importante au
développement du
secteur privé africain.

- ne s'attache pas suffisamment à exploiter le potentiel de la participation et de l'investissement du secteur privé canadien en Afrique, contrairement aux autres donateurs de l'OCDE;
- marginalise la participation des entreprises, universités, collèges, associations commerciales et ONG du Canada (ayant une expérience du développement économique en Afrique) dans l'élaboration et l'application des politiques de l'aide canadienne, contrairement à la plupart des autres pays donateurs qui ont adopté des programmes visant expressément à encourager la participation de leur secteur privé dans le DSP africain et la prestation de l'APD;
- est limitée par la définition traditionnelle de l'APD du CAD qui encourage les donateurs à réserver leurs nouvelles ressources à l'APD « admissible », dont l'administration. L'APD traditionnelle ne tient pas compte des enjeux fondamentaux soulignés dans le Rapport Martin-Zedillo. Par exemple, même si l'augmentation de l'IED est directement associée à une croissance économique, il n'est pas considéré comme de l'APD. De même, les activités de DSP, dont le transfert de savoir-faire et de compétences entre les organisations canadiennes et africaines, peut difficilement être appuyé à titre d'APD. D'autres pays du G8 et donateurs de l'OCDE utilisent des incitatifs novateurs pour libérer les forces de leur entrepreneuriat en Afrique, ce qui peut être considéré ou non comme de l'APD;

Synopsis de la participation du secteur privé canadien

- La réussite des entreprises canadiennes devant l'adjudication des contrats d'APD en Afrique dépend souvent de l'expérience acquise dans le cadre de contrats gérés par l'ACDI.
- Le secteur privé canadien peut contribuer puissamment au DSP de l'Afrique.
- Le milieu politique canadien reconnaît l'importance de la participation du secteur privé canadien au DSP de l'Afrique : « Le Canada fera davantage pour aider les pays en développement, en particulier les pays d'Afrique, à assurer l'essor de leur secteur privé, à rendre les marchés productifs pour les pauvres et à faire concurrence à l'échelle internationale. Le gouvernement offrira des incitatifs supplémentaires aux entreprises canadiennes pour les amener à faire affaire en Afrique selon des modalités qui tiennent mieux compte des enjeux de développement économique et social propres à chaque collectivité. » (Budget 2005, page 247).

L'« épiphanie » du développement du secteur privé africain

- On s'accorde à reconnaître que le développement du secteur privé (DSP) est une condition essentielle au développement général de l'Afrique, même s'il s'agit d'un phénomène récent dans la plupart des organismes d'aide au développement de l'OCDE et des instances internationales (NEPAD, Coalition globale pour l'Afrique, Rapport Martin-Zedillo, Commission pour l'Afrique).
- En l'absence d'un partenariat solide et efficace entre les intervenants canadiens (pouvoirs publics, institutions financières, secteur privé, ONG), la participation du Canada au DSP de l'Afrique sera restreinte.
- L'étude montre clairement que d'autres pays du G8 et de l'OCDE ont élaboré et mis en œuvre de nombreuses politiques et pratiques afin d'accroître la participation de leur secteur privé en Afrique, dont le Canada pourrait s'inspirer.
- Dans certains pays du G8 et de l'OCDE, les organisations vouées à la promotion du commerce et de l'investissement entre leur secteur privé et l'Afrique bénéficient

d'un appui solide de leur gouvernement, qui agit à titre de partenaire au chapitre des politiques et de la mise en œuvre.

ACTIONS RECOMMANDÉES POUR DONNER SUITE AUX CONCLUSIONS DU RAPPORT ET AIDER LE GOUVERNEMENT À CONCRÉTISER L'ENGAGEMENT PRIS DANS LE BUDGET DE FÉVRIER

Pour garantir une approche gouvernementale globale

1. Il faut reconnaître le maillage des intérêts des secteurs public et privé canadiens en Afrique comme un élément clé de la politique étrangère du Canada.
2. Il faut reconnaître l'Afrique comme étant un enjeu important lors de la révision prochaine de la politique étrangère du Canada.
3. Le gouvernement du Canada doit élaborer une politique complète et cohérente sur l'Afrique qui assure la participation et la collaboration de tous les ministères fédéraux concernés et de leurs partenaires du secteur privé, dont les entreprises, les universités, les collèges, les associations commerciales et les ONG œuvrant pour le développement économique de l'Afrique (le Danemark, par exemple, vient de se doter d'une politique complète sur l'Afrique).

Pour créer un partenariat solide entre le gouvernement et le secteur privé

4. Le gouvernement du Canada doit demander au Conseil Canadien pour l'Afrique de piloter la coordination d'un groupe consultatif du secteur privé chargé d'épauler le gouvernement dans l'élaboration et l'application courante de sa politique sur l'Afrique, en superposition à une coordination interministérielle.
5. La politique canadienne sur l'Afrique doit reconnaître que le développement du secteur privé est l'élément fondamental qui permettra au continent de réduire la pauvreté de façon durable et d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement à l'horizon 2015.
6. Le gouvernement du Canada, ses organismes et ses ministères doivent encourager et assurer la participation des partenaires canadiens dans la mise en œuvre de sa politique sur l'Afrique.

Pour tirer parti des compétences et des capacités canadiennes

7. Le gouvernement du Canada, dans un souci d'égalité des règles du jeu pour les partenaires canadiens du développement, doit allouer une partie de son budget d'APD croissant à l'Afrique pour imiter l'Union européenne et ses pratiques (EuropeAid) qui encouragent la participation et les partenariats entre le secteur privé de l'UE et les organisations du pays bénéficiaire dans la mise en œuvre des programmes.
8. Le gouvernement du Canada doit aligner sa présence en Afrique pour renforcer la surveillance des transferts de crédits d'APD et des dépenses afférentes, pour recueillir des renseignements sur les dépenses discrétionnaires d'APD et sur les projets des banques multilatérales de développement au début du cycle de passation des marchés, et pour promouvoir activement les intérêts, l'expertise et le transfert de technologies du Canada.
9. Le gouvernement du Canada doit réclamer une révision de la définition de l'APD par le CAD de façon à accroître les ressources pouvant être consacrées à la promotion de l'IED en tant que moteur du DSP et d'autres approches novatrices qui appuient la participation nationale dans l'atteinte des objectifs du Rapport Martin-Zedillo, du NEPAD, de la Commission pour l'Afrique et des OMD.

Le gouvernement du Canada doit développer une politique sur l'Afrique complète globale et cohérente, qui garantisse la participation et la coopération de tous les ministères fédéraux concernés et de leurs partenaires du secteur privé, incluant les entreprises, les universités, les collèges, les associations d'affaires et les ONG. ...

Un programme spécifique pour l'Afrique doit être développé pour aider les PME canadiennes à rechercher et développer des opportunités d'affaires africaines commerciales et reliées à l'aide et à trouver des partenaires locaux.

10. L'ACDI doit préserver un juste équilibre entre les programmes bilatéraux et de partenariat qu'elle gère directement et l'aide au développement qu'elle fournit par l'entremise des dispositifs multilatéraux et du soutien budgétaire direct.
11. Il faut élaborer un système centralisé pour simplifier l'accès : a) à l'information sur les appels d'offre en ce qui concerne l'APD et les projets financés par une banque multilatérale de développement (par ex., publication des appels d'offre, téléchargement des documents de soumission, renseignements sur le marché et liste des projets); b) aux occasions de partenariat avec des programmes d'APD qui renforcent les initiatives de RSE des investisseurs canadiens en Afrique.
12. Il faut élaborer un programme destiné expressément à l'Afrique et assorti d'objectifs semblables à ceux de l'ancien Programme du développement des marchés d'exportation (PDME) et d'autres programmes semblables dans d'autres pays pour aider les PME canadiennes à étudier et à tirer parti des occasions commerciales et liées à l'aide au développement en Afrique et à trouver des partenaires locaux.
13. Il faut envisager la création d'un programme de partenariats public-privé (PPP) faisant un maillage entre l'ACDI, EDC, la CCC et d'autres agences pour stimuler la participation du secteur privé canadien à la mise en place des infrastructures essentielles en Afrique, en réponse aux priorités dégagées par la Commission pour l'Afrique et le NEPAD.
14. EDC doit prévoir des dispositions spéciales pour les affaires avec l'Afrique afin de favoriser le maillage d'entreprises canadiennes et africaines, à l'instar des programmes mis en place dans d'autres pays donateurs de l'OCDE.
15. L'APD canadienne doit servir à améliorer les projets de responsabilité sociale des entreprises (RSE) qui accompagnent les investissements canadiens en Afrique et à créer des partenariats actifs, rentables et efficaces entre l'ACDI et les investisseurs canadiens.
16. Le Corps canadien doit inclure dans ses domaines d'activité la collaboration avec les investisseurs canadiens dans le cadre des initiatives de RSE en Afrique.
17. Le gouvernement du Canada doit tirer parti de la création du Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique en offrant des mesures d'incitation (p. ex., garanties, encouragements fiscaux) pour encourager le secteur privé, dont les investisseurs institutionnels et individuels, à investir en Afrique directement ou par l'intermédiaire de fonds privés ou d'établissements financiers.

Site internet – CCAfrique

Nous avons changé de fournisseur internet et notre site et courriels ont été hors service pendant quelques jours en juin. Nous nous excusons pour l'inconvénient. Nous travaillons à remettre tout en ligne. N'oubliez pas de visiter régulièrement www.ccafrica.ca.

Adresses des bureaux de CCAfrique

Ottawa

130 Slater Street, Suite 1015
Ottawa, Ontario
K1K 2P7
T (613) 565-3011 or
(888) 852-9461
C (613) 791-3011
F (613) 565-3013
lucien.bradet@ccafrica.ca

Ouest du Canada

Suite 400, 609 14th Street SW
Calgary, Alberta
T2N 2A1
T (403) 210-2726
C (403) 870-9241
F (403) 210-2484
chris.roberts@ccafrica.ca

Est du Canada

2000 Peel Street, Suite 210
Montréal, Québec
H3E 2W5
T (450) 458-1153 or
(877) 444-4103
C (514) 971-3011
F (450) 458-3103
veronique.fischer@ccafrica.ca

Membres du Conseil Canadien pour l'Afrique – Juin 2005

- | | | |
|--|---|---|
| Afrique Expansion Mag. (QC) | CIMA International (QC) | Placer Dome (BC) |
| Alcan Inc. (QC) | Citenet Telecom Inc. (QC) | R.J. Burnside International (ON) |
| Alex Pneu et Mécanique (Canada) Inc. (QC) | Collège Communautaire du Nouveau-Brunswick (NB) | Right Honourable Joe Clark (ON) |
| Algonquin College (ON) | ➤ Cordiant – Canada Investment Fund for Africa (QC) | Saint Mary's University (NS) |
| Alliance Agricole (CECI – Socodevi – UPDA–DI) (QC) | C.P.C.S. Transcom Ltd. (ON) | Saskatchewan Trade and Export Partnership (STEP) (SK) |
| Alta Pump (BC) | CRC Sogema Inc. (QC) | ➤ Sasktel International (SK) |
| ➤ Anyway Solid Environmental Solutions Ltd. (ON) | Desjardins, Ducharme Stein Monast (QC) | SATDIS (ON) |
| Artumas Group Inc. (AB) | Dessau–Soprin International (QC) | ➤ Setym International Inc. (QC) |
| Association des collèges communautaires du Canada (ON) | Développement International Desjardins (QC) | Shott's Development Group (BC) |
| Association of Universities and Colleges of Canada (ON) | ➤ Ecotrex International Inc. (QC) | SNC Lavalin International Inc. (QC) |
| ➤ Barrick Gold Corporation (ON) | ➤ Fasken Martineau (QC) | South African Airways (South Africa) |
| Bastion Security (AB) | FESA Canada (QC) | SR Telecom (QC) |
| Baywood Continental Oilfield Services Ltd. (AB) | ➤ First Quantum Minerals Ltd. (BC) | Tecslut International Ltd (QC) |
| Black Business Initiative (NS) | Focus Corporation (AB) | ➤ Terradigm (NB) |
| Bombardier international (QC) | ➤ Forest Protection Limited (NB) | The Lyceum Group (NB) |
| BPR Enviraqua (QC) | Forum Francophone des affaires (QC) | Tiomin Resources Inc. (ON) |
| Canac Inc. (QC) | ➤ Fraser Milner Casgrain (AB) / (QC) | Trade Facilitation Office Canada (ON) |
| Canada–Libya Chamber of Commerce & Industry (ON) | ➤ G3F Multi–Services Inc. (ON) | University of Carleton (ON) |
| Canada Mortgage and Housing Corporation (ON) | Geomar (QC) | University of Calgary (AB) |
| Canada Post International Ltd. (ON) | Geomat International / Hauts–Monts (QC) | University of Guelph (ON) |
| Canadian and African Business Women's Alliance (CAABWA) (ON) | Globe Marketing Int'l Corporation (ON) | Université de Laval (QC) |
| Canadian Association of Mining Equipment and Services Export (CAMESE) (ON) | Golder Associates Ltd. (AB) | Université de Montréal (QC) |
| Canadian Bank Note Limited (ON) | Heenan Blaikie SRL/LLP (ON) | Wayne Dunn & Associates (BC) |
| Canadian Co–operative Association (ON) | Industrial Promotion Services Ltd. (ON) | Western Frontier International Group Inc. (MB) |
| Canadian Manufacturers & Exporters (CME) (ON) | ➤ IntelliPharmaCeutics (ON) | York University (ON) |
| Canadian Petroleum Institute (AB) | International Development Consultant (ON) | |
| Canafra Capital (BC) | Kusan Ltd. (AB) | |
| Care Canada (ON) | La cité collégiale (ON) | |
| Cask Brewing Systems Inc. (AB) | MG & BAL Business Services Inc. (ON) | |
| Cégep international (QC) | ➤ Multitech Consulting International Inc. (ON) | |
| Centre intl de gestion de projets G.P. I (QC) | NESA Technologies Corp. (ON) | |
| | ➤ Nevsun Resources Ltd. (BC) | |
| | Nexen Inc. (AB) | |
| | ➤ Northern Lights Franchise Consultants (ON) | |
| | ➤ NordSud.Org Inc. (NB) | |
| | Nova Scotia Community College (NS) | |
| | Orezone Resources (ON) | |

Membres associés

- Agriculture & Agri–Food Canada (ON)
- Alberta Economic Development (AB)
- Canadian Commercial Corporation (ON)
- Canadian International Development Agency (QC)
- Export Development Canada (ON)
- Foreign Affairs Canada (ON)
- Industry Canada (ON)
- International Trade Canada (ON)
- Ministry of International Relations of Quebec (QC)
- Natural Resources Canada (ON)
- Ontario Exports (ON)

Nouveau membres depuis janvier 2005
sont indiqués par ➤